

- « – organiser et coordonner les actions d'hémovigilance
« entreprises à l'échelle nationale et régionale au sein
« des établissements de soins et des centres de
« transfusion sanguine ;
- « – alerter le ministre de la santé sur toute question d'ordre
« médical ou scientifique qui peut avoir une incidence
« sur l'activité transfusionnelle ;
- « – concevoir toute mesure destinée à remédier aux
« incidents transfusionnels ;
- « – présenter au ministre de la santé un programme annuel
« de formation en sécurité transfusionnelle.

« Le comité peut être consulté par le ministre de la santé pour
« toute autre question relative à la sécurité transfusionnelle.

« Pour l'accomplissement de ses missions, le comité est
« tenu informé des conditions de fonctionnement des centres de
« transfusion sanguine et des dépôts de sang. Il doit être avisé de
« tout incident transfusionnel inattendu ou indésirable.

« *Article 27.3.* – Le comité de sécurité transfusionnelle peut
« se saisir de toute question relative à la sécurité transfusionnelle
« et adresser des recommandations au ministre de la santé à qui il
« remet chaque année un rapport sur la sécurité transfusionnelle. »

ART. 4. – Le ministre de la santé est chargé de l'exécution
du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 22 chaoual 1427 (14 novembre 2006).

DRISS JETTOU.

Pour contreseing :

Le ministre de la santé,

MOHAMED CHEIKH BIADILLAH.

Décret n° 2-06-714 du 16 kaada 1427 (8 décembre 2006)
approuvant la convention de crédit conclue le
4 chaabane 1427 (29 août 2006) entre le gouvernement
du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le
développement économique et social, pour la
participation au financement du projet de vulgarisation
et intégration de la technologie de l'information dans le
secteur de l'enseignement scolaire public au Maroc.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi de finances n° 35-05 pour l'année budgétaire 2006,
promulguée par le dahir n° 1-05-197 du 24 kaada 1426
(26 décembre 2005), notamment son article 58 ;

Vu la loi de finances pour l'année 1982 n° 26-81,
promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rabii I 1402
(1^{er} janvier 1982), notamment son article 41 ;

Sur proposition du ministre des finances et de la privatisation,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvée, telle qu'elle est
annexée à l'original du présent décret, la convention de crédit
conclue le 4 chaabane 1427 (29 août 2006) entre le gouvernement
du Royaume du Maroc et le Fonds arabe pour le développement
économique et social, au sujet d'un prêt de quinze millions
(15.000.000) de dinars koweïtiens, pour la participation au
financement du projet de vulgarisation et intégration de la
technologie de l'information dans le secteur de l'enseignement
scolaire public au Maroc.

ART. 2. – Le ministre des finances et de la privatisation est
chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au
Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 16 kaada 1427 (8 décembre 2006).

DRISS JETTOU.

Pour contreseing :

*Le ministre des finances
et de la privatisation,*

FATHALLAH OUALALOU.

**Arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural
et des pêches maritimes n° 2655-06 du 21 chaoual 1427
(13 novembre 2006) réglementant la pêche du corail
rouge dans la zone maritime dite « Tofino » située au
large d'Al Hoceima.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPPEMENT
RURAL ET DES PECHEES MARITIMES,

Vu le décret n° 2-04-26 du 6 hija 1425 (17 janvier 2005)
fixant les conditions et les modalités de pêche du corail rouge,
notamment ses articles 4 et 12 ;

Vu l'arrêté du ministre des pêches maritimes, des affaires
administratives et des relations avec le Parlement n° 2964-97 du
18 rejeb 1418 (19 novembre 1997) fixant les attributions et
l'organisation des délégations des pêches maritimes, tel que
modifié et complété ;

Après avis de l'Institut national de recherche halieutique ;

Après consultation des chambres des pêches maritimes et de
leur fédération,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le présent arrêté s'applique dans
la zone maritime suivante dite « Tofino » située au large
d'Al Hoceima dans l'espace maritime limité par les points ayant
les coordonnées géographiques suivantes :

A : 35°30'N/03°53'W.

B : 35°30'N/03°44'W.

C : 35°34'N/03°53'W.

D : 35°34'N/03°44'W.

ART. 2. – La pêche du corail rouge dans la zone indiquée à l'article premier ci-dessus est autorisée pour une période de trois (03) ans à compter de la date de publication du présent arrêté dans les conditions et selon les modalités suivantes :

1 – la quantité maximale de corail rouge pouvant être pêchée est fixée à cinq cent kilogrammes (500 kg) par an et par navire, sans possibilité de transfert de tout ou partie de cette quantité sur un navire autre que le navire bénéficiaire ;

2 – le nombre maximum de navires autorisés à pêcher dans la zone sus mentionnée est fixé à dix (10) sans que le tonnage global de chaque navire ne dépasse 28 unités de jauge brute ;

3 – le nombre de plongeurs autorisés par navire est fixé à trois (03).

ART. 3. – La déclaration prévue à l'article 12 du décret n° 2-04-26 du 6 hija 1425 (17 janvier 2005) susvisé est effectuée sur un imprimé fourni par le délégué des pêches maritimes d'Al Hoceima à cet effet, selon le modèle annexé au présent arrêté.

ART. 4. – Le directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 21 chaoual 1427 (13 novembre 2006).

MOHAND LAENSER.

*
* *

**Modèle de déclaration annexé à l'arrêté n° 2655-06
du 21 chaoual 1427 (13 novembre 2006) réglementant
la pêche du corail rouge dans la zone dite « Tofino »
située au large d'Al Hoceima**

Nom du Navire	.....
Immatriculation	.....
TJB	.....
Armateur (nom / n° patente)	.....
Licence de pêche	n°.....
Date de délivrance	du
Nom du Capitaine	.....
Plongeurs (Nombre et nationalité)	.....
Port de débarquement du corail	.....
Date de débarquement du corail	.....
Quantité de corail rouge débarquée	.....
Unité de transformation de corail destinataire (nom/n° patente)	.....

Signature du Capitaine

Visa de l'administration

Al Hoceima, le

**Arrêté du ministre de l'industrie, du commerce et de la mise
à niveau de l'économie n° 2764-06 du 14 kaada 1427
(6 décembre 2006) portant homologation de normes
marocaines.**

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA
MISE A NIVEAU DE L'ECONOMIE.

Vu le dahir n° 1-70-157 du 26 joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité, tel qu'il a été modifié par le dahir portant loi n° 1-93-221 du 22 rabii I 1414 (10 septembre 1993) ;

Vu le décret n° 2-70-314 du 6 chaabane 1390 (8 octobre 1970) fixant la composition et les attributions des organismes chargés de la normalisation industrielle, en vue de la recherche de la qualité et de l'amélioration de la productivité ;

Vu l'arrêté du ministre du commerce et de l'industrie n° 1470-88 du 11 rabii II 1409 (22 novembre 1988) portant homologation de projets de normes comme normes marocaines ;

Vu l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1737-00 du 1^{er} ramadan 1421 (28 novembre 2000) portant homologation de normes marocaines et rendant obligatoire l'application de deux normes marocaines ;

Vu l'avis favorable du conseil supérieur interministériel de la qualité et de la productivité (C.S.I.Q.P) réuni le 2 novembre 2006,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont homologuées comme normes marocaines, les normes annexées au présent arrêté.

ART. 2. – Les normes visées à l'article premier ci-dessus, sont tenues à la disposition des intéressés au ministère de l'industrie, du commerce et de la mise à niveau de l'économie, service de normalisation industrielle marocaine (SNIMA).

ART. 3. – Sont abrogés :

– l'arrêté du ministre du commerce et de l'industrie n° 1470-88 du 11 rabii II 1409 (22 novembre 1988) en ce qui concerne ses dispositions relatives à la norme marocaine NM 08.5.016 ;

– l'arrêté du ministre de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des mines n° 1737-00 du 1^{er} ramadan 1421 (28 novembre 2000) en ce qui concerne ses dispositions relatives à la norme marocaine NM 14.2.065.

ART. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 14 kaada 1427 (6 décembre 2006).

SALAHEDDINE MEZOUAR.

*

* *